



**PRÉFET
DE LA SAVOIE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale des deux Savoie
430, rue Belle Eau
ZI des Landiers Nord
73011 Chambéry

Chambéry, le 11/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EWELLIX

148 rue Félix Esclangon - ZI de Bissy
73000 Chambéry

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/09/2024 dans l'établissement EWELLIX implanté 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 Chambéry. L'inspection a été annoncée le 13/08/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'instruction du dossier de porter à connaissance relatif à la création d'un nouvel atelier de traitement thermique et dans le cadre du suivi des suites des précédentes visites d'inspection (en particulier moyens de lutte contre l'incendie et dispositifs de rétention associés).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EWELLIX
- 148, rue Félix Esclangon ZI de Bissy 73000 Chambéry
- Code AIOT : 0010700009
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société EWELLIX exploite une activité de travail mécanique des métaux, de dégraissage et de traitement des métaux. Elle fabrique depuis 1970 des vis à billes et à rouleaux utilisées dans un grand nombre d'applications industrielles pour le marché médical, l'aéronautique, la robotique, l'armée. Elle bénéficie à ce titre d'un arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014, et d'un arrêté préfectoral complémentaire relatif à l'étude des rejets des substances dangereuses dans l'eau (RSDE) en date du 29/08/2012.

L'équipementier automobile allemand SCHAEFFLER a finalisé l'acquisition d'EWELLIX le 03/01/2023. Dans le cadre de son développement, de nouveaux investissements vont porter sur l'installation d'un nouvel atelier de traitement thermique automatisé au sein d'une extension du bâtiment existant, sur la poursuite de la robotisation des lignes de production et la rénovation thermique des bâtiments.

Contexte de l'inspection :

- Récolement

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Cessation partielle d'activité	Code de l'environnement, article R. 512-46-25 et suivants	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Dispositif de rétention des pollutions accidentelles [2560]	AM du 14/12/2013, article 19	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 1.5	Sans objet
3	Moyens de lutte contre l'incendie [2560]	Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14	Sans objet
5	Porter à connaissance	Arrêté Préfectoral du 02/03/2014, article 1.6.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a engagé des actions afin de se mettre en conformité à propos des moyens de lutte contre l'incendie et des dispositifs de rétention associés. Des éléments restent toutefois attendus de la part de l'exploitant afin de pouvoir solder ces sujets (obturation des réseaux).

Les travaux relatifs à la création du nouvel atelier thermique sont achevés et la nouvelle ligne sera prochainement mise en service. La phase transitoire d'exploitation mentionnée au travers du dossier de porter-à-connaissance devrait ainsi débuter dans les prochaines semaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Cessation partielle d'activité

Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R. 512-46-25 et suivants
Thème(s) : Situation administrative,
Prescription contrôlée : I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification. II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site. III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.
Constats : Au travers de son rapport du 15/11/2022, l'inspection des installations classées a rappelé à l'exploitant qu'il devait mettre en œuvre la procédure de cessation d'activité selon les modalités du décret n°2021-1096 du 19/08/2021, qui introduit notamment l'obligation, après notification au préfet de la date d'arrêt définitif des installations, de faire appel à un bureau d'étude certifié dans le domaine des sites et sols pollués pour attester de la bonne mise en œuvre de la cessation d'activité. Par courrier du 11/10/2023, EWELLIX a informé le préfet de la Savoie de la cessation à venir de l'activité de phosphatation classée sous le régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2565-2-a de la nomenclature des ICPE. Cette activité est pour rappel localisée dans l'atelier de traitement thermique existant. L'exploitant a précisé les informations suivantes : <ul style="list-style-type: none">• arrêt de l'activité planifié le 15/12/2023 ;• mise en sécurité de l'installation à compter du 18/12/2023 :<ul style="list-style-type: none">◦ évacuation des produits dangereux et gestion des déchets ;◦ limitation d'accès aux installations ; En cohérence avec les éléments présentés dans le dossier PAC d'avril 2022, les activités classées sous le régime de la déclaration au titre des rubriques 4120-2-b et 4441-2 seront également supprimées suite à la cessation de l'activité de phosphatation. En raison de la cessation d'activité partielle (une seule activité de l'établissement), l'exploitant sollicite un report de la détermination de l'usage futur et de la réhabilitation du site. Lors de la visite d'inspection, EWELLIX a précisé qu'un diagnostic de la pollution des sols de l'ancienne ligne de phosphatation avait été réalisé par le prestataire SUEZ dans le cadre de la cessation partielle d'activité. Le document a été transmis par courriel le 24/09/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées propose à monsieur le préfet de la Savoie de prendre acte de la déclaration de cessation d'activité de phosphatation (rubriques 2565-2-a (E), 4120-2-b (D) et 4441-2 (D)) et de lui rappeler qu'il lui appartient de faire attester de la mise en sécurité de ses installations, par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine, dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité auront été mises en œuvre conformément à l'alinéa III de

l'article R. 512-46-25 du code de l'environnement L'inspection des installations classées n'a pas de remarque quant à la demande de report de la détermination de l'usage futur et de la réhabilitation du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/02/2014, article 1.5
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : [...] Tout élément de nature à modifier le calcul du montant des garanties financières sera communiqué sans délai à monsieur le préfet de la Savoie.
Constats : L'exploitant a procédé à une actualisation du montant des garanties financières applicable aux installations de son établissement de Chambéry et a présenté le détail des calculs lors de la partie en salle. Le document a été transmis par courriel le 24/09/2024.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant que l'article R. 516-1 du code de l'environnement a été modifié par l'article 57 du décret n°2024-742 du 06/07/2024 et son point 5 (relatif aux installations classées sous le régime de l'autorisation et susceptibles d'être à l'origine de pollutions importantes des sols ou des eaux) à en particulier été supprimé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Moyens de lutte contre l'incendie [2560]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 14
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : 1. [...] 2. [...] 3. D'un ou plusieurs appareils d'incendie (prises d'eau, poteaux par exemple) d'un réseau public ou privé d'un diamètre nominal DN100 ou DN150 implantés de telle sorte que tout point de la limite de l'installation se trouve à moins de 100 mètres d'un appareil permettant de fournir un débit minimal de 60 mètres cubes par heure pendant une durée d'au moins deux heures et dont les prises de raccordement sont conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter sur ces appareils. Les appareils sont distants entre eux de 150 mètres maximum (les distances sont mesurées par les voies praticables aux engins d'incendie et de secours). A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis favorable des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m ³ /h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de

l'éventuelle réserve d'eau. 4. D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

[...]

Constats :

Historiques des échanges exploitant / inspection des installations classées / SDIS73:

16/06/22: transmission de la note de calculs D9/D9A par EWELLIX

07/10/22: visite d'inspection de l'établissement

18/10/22: sollicitation avis SDIS73 sur la note de calculs D9/D9A

21/10/22: retour du SDIS73 avec remarques sur le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et sur les dispositifs de rétention

04/01/23: visite d'inspection de l'établissement

16/01/23: rapport de l'inspection des installations classées avec proposition de suites

30/01/23: courriel du SDIS73 relatif aux éléments communiqués par GRAND CHAMBERY à propos des ressources en eau disponibles dans le secteur de l'établissement

03/04/23: courrier de réponse de l'exploitant suite à la visite de janvier

07/04/23: sollicitation avis SDIS73 sur les éléments transmis par EWELLIX

11/04/23: retour du SDIS73

20/07/23: transmission par EWELLIX du rapport SOCOTEC v1 du 27/10/22 relatif à l'assistance à la définition de la rétention des eaux d'extinction d'incendie et de la note de calculs de la hauteur d'eau à contenir au sein des bâtiments

25/07/23: sollicitation avis SDIS73 sur les nouveaux éléments transmis par EWELLIX

25/07/23: retour du SDIS73

26/07/23: courriel de l'inspection des installations classées à l'exploitant relatif aux volumes à retenir conformément aux études réalisées

15/09/23: courriel de l'exploitant confirmant la bonne réception de l'information

13/11/23: courriel de l'exploitant relatif à la commande de la citerne de 500 m³

30/11/23: retour du SDIS73 sur la proposition technique retenue par EWELLIX et rappel du règlement départemental applicable aux points d'aspiration de la citerne

19/01/24: courriel de l'exploitant relatif à l'installation de la citerne

11/01/24: courriel de l'exploitant relatif au remplissage de la citerne

L'inspection des installations classées rappelle que les éléments échangés avec l'exploitant et le SDIS ont conduit à retenir les éléments chiffrés suivants :

- débit retenu égal à 510 m³/h pendant 2 heures conformément à la note de calcul D9 ;
- débit limité à 480 m³/h en cohérence avec la capacité opérationnelle du SDIS ;
- débit disponible égal à 240 m³/h via la mise en œuvre simultanée des poteaux d'eau incendie implantés à proximité de l'établissement (2 poteaux DN150 + 3 poteaux DN100) ;
- volume de la réserve d'eau à créer sur le site supérieur ou égal à 480 m³.

La visite d'inspection a permis de constater de la bonne mise en œuvre de la citerne et de la création d'une piste d'accès carrossable aux 2 points d'aspiration de cet équipement. L'exploitant a précisé que le SDIS 73 avait réalisé une visite de l'établissement en mai 2024 afin d'attester et de valider de la bonne mise en œuvre de la citerne.

Par courriel du 30/09/2024, EWELLIX a transmis l'attestation du 25/04/2024 relative à la réception de l'équipement réalisée par le SDIS.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Dispositif de rétention des pollutions accidentelles [2560]

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 14/12/2013, article 19
Thème(s) : Risques accidentels
Prescription contrôlée : [...] V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées. [...]
Constats : <u>Historiques des échanges exploitant / inspection des installations classées / SDIS73:</u> cf. point de contrôle précédent. L'inspection des installations classées rappelle que les éléments échangés avec l'exploitant et le SDIS ont conduit à retenir les données chiffrées suivantes: <ul style="list-style-type: none">• volume de rétention égal à 1217 m³ conformément à la note de calcul D9A ;• installation d'un système d'obturation des réseaux au niveau des 6 exutoires EU/EP quelle que soit la solution technique retenue pour la rétention des eaux d'extinction ;• installation de batardeaux automatiques dans le bâtiment neuf du traitement thermique + installation de batardeaux manuels dans le bâtiment principal. La visite d'inspection a permis de constater: <ul style="list-style-type: none">• par sondage, la mise en œuvre des batardeaux, automatiques dans le nouveau bâtiment avec déclenchement par bouton coup de poing implanté à proximité de l'accès pour les services d'incendie et de secours, et manuels dans le bâtiment existant)• l'implantation des 6 points de rejets des réseaux eaux usées et eaux pluviales• l'implantation des 3 dispositifs d'obturation des réseaux EU/EP.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit poursuivre les actions engagées à propos des dispositifs de rétention des pollutions accidentelles et mettre en place des systèmes d'obturation des réseaux au droit de l'ensemble des exutoires EU/EP (3 points manquants). L'inspection des installations classées rappelle à l'exploitant qu'il lui appartient de transmettre tout élément permettant de justifier de l'avancée des démarches (bon de commande signé, planning prévisionnel des travaux, etc.) L'exploitant doit également mettre à jour le plan des réseaux de l'établissement conformément aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter du 03/02/2014. Enfin, l'inspection des installations classées rappelle de plus à l'exploitant que, conformément aux dispositions de l'article 4.3.3 de ce même arrêté préfectoral, les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence, conformes aux normes en vigueur, nettoyés par une société habilitée au moins une fois par an (décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 5 : Porter à connaissance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/03/2014, article 1.6.1
Thème(s) : Situation administrative
Prescription contrôlée : Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.
Constats : Par courrier du 10/03/2022, EWELLIX a porté à la connaissance du préfet de la Savoie le projet de création d'un nouvel atelier de traitement thermique au sein de son établissement de Chambéry et a transmis à cet effet un dossier technique de porter-à-connaissance. Différents échanges ont eu lieu depuis entre l'inspection des installations classées et l'exploitant et conduiront à proposer au préfet de la Savoie de procéder à une révision des prescriptions applicables aux installations de l'établissement et de prendre un nouvel arrêté préfectoral portant autorisation d'exploiter. Lors de la visite d'inspection, l'exploitant a confirmé que la construction du bâtiment accueillant le nouvel atelier thermique était achevée et que la période transitoire débiterait d'ici quelques semaines.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de lui transmettre par courrier la liste des évolutions survenues depuis le dépôt du dossier PAC au mois de mars 2022 et affectant l'établissement et/ou le projet de création d'un nouvel atelier thermique (point de rejets atmosphériques, etc.)).
Type de suites proposées : Sans suite